

Caisse d'aide à la santé

M. Grafftey: De Winnipeg-Nord. Le député nous reproche d'avoir critiqué l'attitude du ministre et à présent, comme nous, il va voter contre cette proposition.

Mlle Bégin: Comment allez-vous voter?

M. Grafftey: Si M^{me} le ministre pense que nous allons appuyer la folie qu'elle nous recommande dans son bill, elle sera malheureusement déçue. L'honorable représentante n'est sans doute pas vraiment furieuse contre nous, c'est probablement contre ses propres collègues qu'elle en a. Si l'honorable représentante pouvait se détendre et enlever ses visières partisans, elle nous dirait qu'elle est beaucoup plus contrariée par ses propres collègues qu'elle ne l'est pas nous. En réduisant le budget alloué à la recherche médicale, l'honorable représentante contribue à tuer la poule aux œufs d'or. Combien de fois, et je le répéterai aussi souvent qu'il le faudra pour que le ministre commence à comprendre, combien de fois nous a-t-on parlé de l'excellence de notre système de soins médicaux à l'échelle locale en soulignant que l'excellence de notre enseignement dans les écoles de médecine reposait sur un établissement de recherche bien intégré et bien financé ici au Canada?

• (2112)

M^{me} le ministre se convaincra peut-être, pour des raisons partisans, que ce n'est pas grave. Mais elle ne convaincra personne dans l'opposition que cette réduction à court terme, sans compter sa bêtise au point de vue humanitaire, ne coûtera pas au contribuable canadien, à long terme, des millions et des millions de dollars gaspillés. Il est incroyable qu'un gouvernement puisse trouver des millions de dollars pour acheter Nordair et qu'il puisse satisfaire ses penchants idéologiques quasi doctrinaires en achetant Pacific Petroleum...

Une voix: Il ne l'a pas encore fait.

M. Grafftey: Eh bien, ça ne va pas tarder.

M. Andres: Tenez-vous-en au bill.

M. Grafftey: Le gouvernement va s'endetter pour un milliard de dollars pour acheter Nordair et Pacific Petroleum. Cela ne créera pas un seul emploi au Canada. Il a l'appui de ses socialistes. Il s'arrange pour trouver plus de un milliard de dollars pour satisfaire ses penchants quasi doctrinaires en achetant des compagnies aériennes et pétrolières. Que fait-il d'autre? Il réduit les crédits accordés à la recherche médicale.

Mlle Bégin: Allons donc!

M. Grafftey: M^{me} le ministre est tellement imbue de l'esprit partisan qu'elle ne peut s'empêcher de grommeler en m'entendant. Peut-elle nier ce que j'ai dit? Le gouvernement réduit les crédits destinés à la recherche médicale et à la Caisse d'aide à la santé, ce qui devrait intéresser vivement mes amis socialistes à ma gauche. Pourtant, le gouvernement trouve les moyens d'acquiescer les sociétés Pacific Petroleum et Nordair.

J'espère qu'avant la fin du débat M^{me} le ministre réussira à nous convaincre que, si elle ne l'a pas déjà fait, elle va de nouveau saisir le Conseil du Trésor de ce dossier et reconsidérer un peu la question. Je parierais gros qu'elle n'a pas vraiment défendu son dossier devant le Conseil du Trésor. Vu la façon dont le gouvernement a gâché la sauce, le ministre ne risquait pas vraiment de l'emporter. Je suis certain que la chose a été décidée à son insu. Nous, députés de l'opposition officielle, nous plaçons à penser que le ministre va reconsidérer la chose avant que le présent débat ne s'achève.

[M. Grafftey.]

Comme je l'ai dit au début, nous sommes clairement en faveur d'une réduction sélective des dépenses.

Des voix: Bravo!

M. Grafftey: Vous savez qu'elle est notre position à cet égard.

M. Breau: Nous tenons à vous l'entendre répéter.

M. Grafftey: Vous n'étiez pas à la Chambre quand notre porte-parole a fait son intervention cet après-midi. Il a pourtant été très clair.

Une voix: Nous aimerions le réentendre.

M. Grafftey: J'en suis bien sûr! Je ne suis par contre pas certain que le ministre aimerait se retrouver face à face avec les sommités de la communauté scientifique de la médecine que le gouvernement est tout bonnement en train de laisser choir.

Ce que j'ai essayé de montrer aujourd'hui c'est l'importance historique de l'instauration, par le gouvernement, du régime d'assurance-maladie et d'hospitalisation que nous, députés de ce côté-ci, avions en substance préconisé. Le vote est très clair. Nous, du gouvernement fédéral, avons imposé cela aux provinces. Je me souviens des débats qui ont alors eu lieu. J'espère que les députés d'en face s'en souviennent.

Au fond, toute la question de la Caisse d'aide à la santé peut être résumée ainsi: nous nous étions engagés à collaborer à long terme avec les provinces. Nous devions préparer le plan, trouver le personnel et renouveler la communauté scientifique afin d'être bien sûrs que nous n'accordions pas de l'argent pour subventionner des services ou payer du personnel en réalité inexistant.

C'était un plan portant sur quinze ans. Cinq cent millions de dollars ont alors été votés. Comme il s'agissait d'un crédit non statutaire, le ministre des Finances de l'époque a jugé bon de le réduire, avec la bénédiction du Conseil du Trésor, avant même que le régime n'ait le temps de se matérialiser, dans les années soixante. Nous faisons la même chose aujourd'hui. Le gouvernement est peut-être économe, mais dans ce cas c'est de la folie.

Je demande aux députés d'en face de ne pas se ranger automatiquement du côté du ministre. Qu'ils examinent tout ce que représente la Caisse d'aide à la santé. S'ils le font consciencieusement, ils n'appuieront pas le gouvernement. Cela ne fera que créer le chaos. Quelles en seront les conséquences pour les relations fédérales-provinciales? Comment un ministre provincial de la Santé et du Bien-être social peut-il fixer des objectifs à long terme à l'égard du personnel paramédical et de la planification hospitalière? Que peuvent faire les autorités provinciales lorsqu'elles sont à la veille d'instaurer un programme et que, tout à coup, du jour au lendemain, le gouvernement fédéral décide sans prévenir de limiter son financement après avoir géré l'économie n'importe comment et gaspillé notre argent?

Jamais gouvernement n'a autant gaspillé depuis la Confédération. Il a mené le pays à sa ruine. Que fait-il en cas de crise? Il cherche à économiser au détriment de la santé. Je dirai aux députés d'en face que s'il se font les complices d'une pareille folie, en appuyant l'honorable représentante, ils fourniront la corde qui les pendra au moment des prochaines élections.